

République Française
Département de Maine-et-Loire
Commune de Saint Germain des Prés

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12/01/2026

L'an deux mil vingt-six, le douze janvier à 19h30, le Conseil Municipal de cette commune s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois de janvier, sous la présidence de Monsieur BENETTA Nicolas, Maire.

Etaient présents : M. BENETTA Nicolas, Maire, M. COHU Bruno, Mme TOUSSAINT Marylène, Adjoint ; M. BRICAUD Olivier, Mme DAUDIN Mélanie, M. ALLAIN Jérôme, Mme FOIN Françoise, M LEGER Eric, Mme MATHIEU Carine, M. CHEREL Christophe, Mme DE TOURNEMIRE Emmanuelle et M. DIAMANTI Antonello, Conseillers municipaux.

Était absente excusée avec pouvoir : Jocelyne LUSSON a donné pouvoir à Bruno COHU

Secrétaire de séance : Mme Emmanuelle DE TOURNEMIRE

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 19h30.

Ordre du jour de la séance :

- 1) **SIEML** : Versement d'un fonds de concours pour les opérations de réparation du réseau de l'éclairage public
- 2) **CCLLA - VOIRIE** : Approbation de la charte voirie communautaire de la Communauté de Communes Loire Layon Aubance
- 3) **CCLLA – HABITAT** : Contrat Territorial pour le Logement Social
- 4) **CSI L'ATELIER – COPIE JEUNESSE** : Demande de financement 2026
- 5) **COMMUNE – CONVENTION** : Approbation de la convention de mise à disposition gratuite d'un local communal au profit de l'association « Le Nid des Prés »

Le procès-verbal de la séance précédente est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés, sans modification.

DEL 2026 001 - SIEML : Versement d'un fonds de concours pour les opérations de réparation du réseau de l'éclairage public

Délibération transmise en préfecture le 13/01/2026

Monsieur le Maire propose aux Conseillers municipaux de verser un fonds de concours de 75% au profit du SIEML pour l'opération de remplacement du mât n°126, rue de la boulairie, suite à un accident.

Vu l'article L5212-26 du CGCT,

Vu le règlement financier du SIEML en vigueur à la date de la commande décidant les conditions de mise en place d'un fonds de concours,

ARTICLE 1 : La collectivité de Saint Germain des Prés par délibération en date du 12/01/2026 décide de verser un fonds de concours de 75% au profit du SIEML pour l'opération suivante :

DEV284-25-117 suite accident – Remplacement mât n°126 : Rue de la Boulairie

- | | |
|--|-----------------------------|
| ▷ Montant de la dépense : | 1 229.25 € Net de taxe |
| ▷ Taux du fonds de concours : | 75 % |
| ▷ Montant du fonds de concours à verser au SIEML : | 921,94 € Net de taxe |

Les modalités de versement du fond de concours seront conformes aux dispositions du règlement financier arrêté par le SIEML en vigueur à la date de la commande.

ARTICLE 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NANTES dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ARTICLE 3 :

Le Président du SIEML,

Monsieur le Maire de Saint Germain des Prés

Le Comptable de Saint Germain des Prés

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DEL 2026 002 – CCLLA - VOIRIE : Approbation de la charte voirie communautaire de la Communauté de Communes Loire Layon Aubance

Délibération transmise en préfecture le 13/01/2026

La Communauté de communes Loire Layon Aubance (CCLLA) dispose de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire » depuis le 1er janvier 2019. De fait, cette prise de compétence a entraîné la mise à disposition de l'ensemble des voiries communales ouvertes à la circulation publique et de ses accessoires.

Après quelques années d'exercice de la compétence voirie, la création d'une Charte Voirie s'est avérée nécessaire pour en préciser les contours, et ses modalités précises :

- La définition de la compétence (réglementaire et intérêt communautaire) ;
- L'organisation de la compétence ;
- La définition des niveaux de service ;
- Les modalités de financement de la compétence.

Cette Charte Voirie, document interne à la CCLLA, constitue :

- Un document complémentaire au règlement voirie ;
- Indispensable pour définir clairement les compétences transférées à l'EPCI, et celles qui restent de la prérogative des communes, ainsi que les modalités financières de l'exercice de cette compétence
- Le guide d'exercice de la compétence voirie sur le seul territoire de la CCLLA ;
- Evolutive : devant s'adapter aux contraintes réglementaires et politiques communautaires.

Délibération

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de la voirie routière, et notamment ses articles L. 141-11 et R. 141-13 et suivants ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts de la Communauté de communes Loire Layon Aubance en vigueur ;

Vu les travaux menés par la commission Infrastructures de la communauté de communes ;

Vu les arbitrages du Bureau Communautaire en date des 25 novembre et 2 décembre 2025 ;

CONSIDERANT le projet de la Charte Voirie Communautaire joint en annexe de la présente délibération ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE A L'UNANIMITE DES VOTES EXPRIMES (1 ABSTENTION) :

- APPROUVE le contenu du document de la Charte Voirie tel qu'il est joint à la présente délibération ;
- AUTORISE le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à son application ;
- SAISIT les communes du territoire pour validation de la charte validée par le conseil communautaire par leur conseil le plus proche ;
- AUTORISE le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à son application.

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS OU REPRESENTES :

- Valide la charte voirie de la Communauté de Communes Loire Layon Aubance

DEL 2026 003 – CCLLA - HABITAT : Contrat Territorial pour le Logement Social

Délibération transmise en préfecture le 13/01/2026

La CC Loire Layon Aubance a approuvé sa stratégie habitat dans le cadre de son 1er Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par le conseil communautaire le 20 mars 2025.

L'un des objectifs est l'accroissement de la production de logements sociaux sur le territoire, le parc actuel étant loin de répondre à la demande.

Le PLH a été l'occasion de nouer un partenariat régulier avec les communes et les acteurs du logement social : Département, bailleurs sociaux, Action Logement Services, Etat. Le maintien de cette dynamique est fondamental et matérialisé par l'action n°23 du PLH, « METTRE EN PLACE LES INSTANCES DE DEBAT, DE SUIVI ET DE VALIDATION DES OBJECTIFS DU PLH, Renforcer le partenariat avec les bailleurs sociaux ».

Le projet de Contrat Territorial pour le Logement Social s'inscrit dans ce contexte. En effet ce contrat, créé en 2023 par l'Etat, permet aux EPCI, chefs de file de la politique locale de l'habitat, de dialoguer avec les opérateurs de logements locatifs sociaux sur leur stratégie patrimoniale et ainsi de faire valoir les objectifs locaux dans une logique d'adaptation de l'offre aux besoins. Ce contrat donne de la visibilité sur les programmations de logements, instaure un suivi régulier de leur mise en œuvre et facilite la résolution collective des éventuels écueils de mise en œuvre.

Deux acteurs historiques de la production de logements locatifs sociaux en Loire Layon Aubance s'engagent dans ce partenariat : Meldomys et Podeliha. Deux autres bailleurs (Logi-Ouest et Gambetta) sont gestionnaires de quelques logements sociaux sur le territoire mais ne souhaitent pas y produire de nouveaux logements. Ils ne sont donc pas signataires de ce 1er contrat. D'autres acteurs, non présents aujourd'hui sur notre territoire, pourraient s'intégrer à l'avenir.

Ce 1er contrat s'articule autour de 3 principaux objectifs :

- Objectif n°1 : Produire plus de logements et diversifier le parc de logement social,
- Objectif n°2 : faire de la CCLLA un interlocuteur local sur le logement social,
- Objectif n°3 : Développer une stratégie partagée sur la durée pour mieux répondre aux besoins des habitants

Sa préparation a donné lieu à des réflexions conjointes sur les opérations envisagées par les bailleurs sur notre territoire en termes de réhabilitation, rénovation du parc existant, d'acquisition-amélioration de logements, de construction et de vente. Il inclut l'intégration des objectifs de la trajectoire Zéro Artificialisation Nette dans le respect du volet foncier de PLH, en recherchant de manière partenariale un nouveau modèle de production de logements répondant aux enjeux sociaux, environnementaux et économiques actuels (densification des propriétés des bailleurs à partir d'un travail de la CCLLA sur les potentiels existants dont la qualité est saluée par l'Etat).

La CC Loire Layon Aubance et ses communes membres, le Département en sa qualité de délégataire des aides à la pierre, Meldomys et Podeliha, mais également Action Logement Services et l'Etat, s'engagent donc à travers ce contrat à mener une action coordonnée et partenariale afin de répondre aux objectifs du PLH, dans le cadre du contrat territorial pour le logement social sur la période 2026-2028.

Délibération

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le Programme Local de l'Habitat approuvé le 20 mars 2025 par le conseil communautaire ;

Vu la proposition de convention territoriale pour le logement social 2026-2028 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS OU REPRESENTES :

- VALIDE la convention territoriale pour le logement social 2026-2028 ;
- AUTORISE le Maire à signer le contrat avec les partenaires ;

DEL 2026 004 – CSI L'ATELIER – COPIL JEUNESSE : Demande de financement 2026

Délibération transmise en préfecture le 13/01/2026

Monsieur le Maire rappelle que notre commune, tout comme les communes de Champtocé, St Georges, St Léger de Linières, Savennières et St Martin du Fouilloux, a établi un partenariat avec le Centre Social l'Atelier pour la mise en œuvre de la politique jeunesse sur notre territoire.

Lors du COPIL Jeunesse du 16 décembre 2025, il a été présenté un budget avec un déficit prévisionnel de 9 223 €. Même si la santé financière du Centre Social reste bonne, avec des secteurs excédentaires et d'autres déficitaires, le budget fluctue selon les années, les activités et les mouvements de personnels.

De plus, à St Germain des Prés, il a été décidé de mettre en place un nouveau projet d'ouverture de l'espace jeunesse un vendredi par mois avec un mixte de sortie et d'animation sur la commune.

Considérant :

- que la Commune a versé en 2025 un montant de 10 610 € dans le cadre de la jeunesse mutualisée ;
- que le montant de la subvention 2026 s'élève à 11 474 €

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 11 voix pour et 1 abstention :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la demande de financement 2026
- **Accepte** le versement de la subvention

DEL 2026 005 – COMMUNE – CONVENTION : Approbation de la convention de mise à disposition gratuite d'un local communal au profit de l'association « Le Nid des Prés »

Délibération transmise en préfecture le 13/01/2026

Monsieur le Maire propose aux Conseillers de régulariser, par le biais d'une convention, la mise à disposition à titre gratuit du bâtiment communal de la périscolaire au profit de l'association « Le Nid des Prés ».

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1611-4 et L.2311-7 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2125-1 ;

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit ;

Considérant que par l'activité qu'elle propose, l'association « Le Nid des Prés » permet le maintien de l'activité de périscolaire ;

Considérant que la présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise à disposition d'un bâtiment communal au profit de l'association « Le Nid des Prés » ;

Considérant que la présente convention de mise à disposition d'un bâtiment communal présente un caractère précaire et révocable, à tout moment, pour des motifs d'intérêt général ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

✚ Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention dont le modèle est annexé à la présente

Dates prochaines réunions :

Commission finances : Présentation CFU le 02/02/2026 à 19h30

Conseil municipal : **Vote du CFU** le 16/02/2026 à 19h30

Commission finances : Présentation BP le 23/02/2026 à 19h30

Conseil municipal : **Vote du BP** le 02/03/2026 à 19h30

Séance levée à 21h50

***Le Maire,
Nicolas BENETTA***

***La secrétaire de séance,
Emmanuelle DE TOURNEMIRE***